



IIAG 2014 - COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lundi 29 septembre 2014

Etat de la gouvernance en Afrique : la Fondation Mo Ibrahim relève l'amélioration du niveau global de gouvernance sur le continent mais souligne certaines tendances préoccupantes

L'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) 2014, publié ce jour, montre que le niveau global de gouvernance sur le continent africain a progressé entre 2009 et 2013. Toutefois, au cours des dix dernières années, les principaux moteurs de cette tendance généralement positive ont changé.

« Les résultats de l'IIAG 2014 interpellent notre perception de l'état de la gouvernance africaine. Le continent africain progresse, mais l'histoire est complexe et ne correspond pas nécessairement aux stéréotypes courants. Même si le tableau général a bonne allure, restons vigilants et ne cédon pas à la complaisance », a déclaré Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim.

Au niveau des pays, les résultats de l'IIAG 2014 témoignent de la forte capacité de progression de plusieurs pays jusqu'ici sous-performants. Mais ils mettent aussi en évidence certaines fragilités parmi les pays du peloton de tête. Ainsi, les pays ayant enregistré la plus forte progression de ces cinq dernières années figurent dans la deuxième moitié du classement. La Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger, notamment, ont depuis 2009 inversé une trajectoire initialement négative, pour se hisser en tête des pays ayant le plus progressé au cours des cinq dernières années. Cette évolution remarquable a été principalement tirée vers le haut par la catégorie *Participation et Droits de l'Homme*. Dans le même temps, les champions historiques - Maurice, le Cap-Vert, le Botswana, l'Afrique du Sud et les Seychelles - tout en conservant leur place dans le peloton de tête, enregistrent une dégradation de leurs résultats dans au moins une des quatre catégories, bien que leur parcours demeure globalement positif.

« Les résultats de l'IIAG 2014 montrent que les têtes de classe ne sauraient considérer leur position comme définitivement acquise. Au-delà, il reste à faire en sorte que cette « dynamique africaine », dont tout un chacun se félicite, bénéficie réellement à l'ensemble des concitoyens de notre continent », a souligné Jay Naidoo, membre du Board de la Fondation Mo Ibrahim.

Les résultats sectoriels indiquent que les principaux facteurs du progrès du niveau général de gouvernance ont évolué. La progression globale enregistrée au cours des cinq dernières années (2009-2013) résulte conjointement des catégories *Participation et Droits de l'Homme* et *Développement Humain*, prenant ainsi le relais de la catégorie *Développement Economique Durable* qui, après avoir été l'élément moteur de la progression du niveau général de gouvernance au cours des années 2005-2009, marque le pas au cours des cinq années suivantes (2009-2013).

Les progrès enregistrés par la catégorie *Participation et Droits de l'Homme* ont pris de l'ampleur, et en font la catégorie qui enregistre désormais la plus forte progression sur la période 2009-2013 (+2,4 points). Au-delà de la tendance positive affichée par les sous-catégories *Droits* et *Parité*, les progrès les plus marqués apparaissent dans la sous-catégorie *Participation*, notamment au travers de l'indicateur *Participation à la vie politique*.



« Avec un électorat en constante progression, qui a largement démontré sa volonté de se faire entendre, les résultats de la catégorie *Participation et Droits de l'Homme* témoignent du caractère essentiel d'une dimension de la gouvernance qu'aucun gouvernement ne peut ignorer », souligne Mary Robinson, membre du Board de la Fondation Mo Ibrahim.

A l'inverse, la catégorie *Développement économique durable*, marquée entre 2005 et 2009 par la plus forte progression de toutes les catégories (+3,4 points), inverse cette tendance et enregistre même une légère baisse (-0,2 points) au cours des cinq années suivantes (2009-2013). Cette détérioration résulte à la fois du recul de deux des quatre sous-catégories qui la composent, *Gestion publique* et *Environnement des entreprises*, et de l'essoufflement des deux autres, *Infrastructures* et *Secteur agricole*.

« Il se pourrait que les profits immédiats liés à une meilleure gestion économique aient déjà été engrangés. Pour le continent africain, devenir un acteur pleinement compétitif de l'économie globale est un défi qui risque de se compliquer, à l'heure où l'évolution du cours des matières premières devient moins favorable pour de nombreux pays », a déclaré Lord Cairns, membre du Board de la Fondation Mo Ibrahim.

La catégorie *Sécurité et État de Droit* continue de révéler des tendances préoccupantes. Douze pays du continent enregistrent en 2013 leur plus mauvais résultat depuis 2000. Après avoir perdu 1,5 points entre 2005 et 2009, cette catégorie continue de se dégrader au cours des cinq années suivantes, bien que de façon moins marquée (-0,8 points). C'est la seule catégorie à avoir enregistré deux baisses successives au cours des deux quinquennats de la décennie. Si la sous-catégorie *Sécurité nationale* fait figure d'exception avec une progression de 0,5 points au cours de la période 2009-2013, c'est essentiellement en raison de l'amélioration de l'indicateur *Tensions frontalières*, la plus forte de tous les indicateurs de l'IIAG 2014. La sous-catégorie *Sécurité individuelle* poursuit sa détérioration, perdant 1,1 point au cours des cinq dernières années, avec le recul de quatre des six indicateurs qui la composent.

« Même si les tendances générales sont positives, les divergences de performance que traduit l'IIAG 2014 sont un sujet de préoccupation. La solidité et le caractère durable de la prospérité future de l'Afrique dépendront de la capacité du continent à s'engager dans toutes les dimensions de la gouvernance, y compris sécurité et état de droit », considère Salim Ahmed Salim, président du Comité d'attribution du Prix Ibrahim.

Dans le même temps, la catégorie *Développement Humain* poursuit de façon consistante la progression enregistrée depuis 2005 (+2,2 points sur 2005- 2009 et +2,3 points sur 2009-2013). La totalité des sous-catégories qui la composent, et 41 des 52 pays du continent, ont progressé au cours des cinq dernières années. Un quart d'entre eux se sont améliorés de plus de 5 points. La sous-catégorie *Santé* enregistre la plus forte hausse au cours de la dernière période de toutes les sous-catégories de l'IIAG, avec la progression généralisée de tous les indicateurs qui la composent, mesurant pour l'essentiel la mortalité maternelle, les vaccinations et la sous-nutrition. Il reste que ce paysage largement positif masque une mauvaise performance de certains pays, notamment dans la sous-catégorie *Protection sociale*.

« L'IIAG 2014 souligne le caractère crucial de la mise en place d'institutions fiables et équitables, qu'il s'agisse de structures sanitaires, de systèmes de redevabilité ou d'organismes statistiques. Sans eux, nous ne serons pas en mesure d'affronter convenablement les différents défis auxquels nous sommes confrontés, qu'il s'agisse de conforter la règle de droit ou de gérer un choc comme Ebola », conclut Hadeel Ibrahim, membre du Board de la Fondation Mo Ibrahim.



Note à l'attention des rédactions

- L'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) fournit une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance sur le continent africain et constitue le recueil le plus complet de données quantitatives dans ce domaine. L'IIAG 2014 comprend 130 variables issues de 34 sources indépendantes africaines et globales.
- Les données réunies par l'IIAG 2014 couvrent la période 2000-2013. Les deux cycles de cinq ans mentionnés sont 2005-2009 et 2009-2013.
- La notation est basée sur 100.
- L'IIAG 2014 couvre 52 pays africains. Depuis la sécession du Soudan du Sud en 2011, ni le Soudan, ni le Soudan du Sud ne sont encore couverts. Ils seront intégrés dès que les données nécessaires seront disponibles.
- Chaque année, des modifications mineures sont apportées à l'IIAG, qui peuvent être de nature méthodologique, ou liées à l'inclusion ou l'exclusion de certains indicateurs. La totalité de l'IIAG est chaque fois révisée rétrospectivement pour en tenir compte. **Les comparaisons dans le temps doivent donc être effectuées uniquement à partir des données de l'IIAG 2014.**
- Fondée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim se concentre sur le rôle essentiel du leadership et de la gouvernance en Afrique. En proposant des outils visant à améliorer le leadership et la gouvernance, la Fondation souhaite contribuer au changement positif du continent.
- Pour toutes informations complémentaires et accéder aux données complètes, voir les sites www.moibrahimfoundation.org et <http://www.moibrahimfoundation.org/downloads/publications/2014/2014-iiag-data-portal.xls>

Contacts de presse

- Kristen Robinson, kristen.robinson@portland-communications.com, +44 (0) 207 842 0151.
- Sophie Masipa, masipa.s@moibrahimfoundation.org, +44 (0) 207 535 5067